

NOUS SOMMES TOUS TUNISIENS !

**Par Genovefa ETIENNE et Claude MONIQUET
Directeurs de l'ESISC**

Deux attaquants, quatre heures de scènes de guerre en plein cœur de la capitale, une vingtaine de morts – le bilan, moins de vingt-quatre heures après la tragédie, reste incertain – et plusieurs dizaines de blessés : l'attentat qui a visé, le 18 mars, la Tunisie est le plus sanglant qui ait frappé le pays depuis celui de la Ghriba, le 11 avril 2002 (19 morts, une trentaine de blessés). Il y a treize ans, c'était le tourisme et la présence juive (la Ghriba est l'une des plus anciennes synagogues des pourtours de la Méditerranée) qui étaient ciblés. Le 18 mars 2015, le tourisme à nouveau mais aussi la culture.

Il semble en effet que ce n'était pas le Parlement, qui jouxte le musée du Bardo, qui était en ligne de mire (il faudrait aligner des moyens considérables pour pénétrer des lieux qui sont parmi ceux les plus protégés du pays) mais bien le Musée lui-même. Avec l'idée, sans doute, de faire un « coup double » : tuer des étrangers et s'en prendre à la culture.

Le Musée du Bardo est en effet l'un des plus prestigieux établissements culturels d'Afrique et même du bassin méditerranéen et abrite de fabuleuses collections témoignant de la riche histoire du pays. Cette histoire, hélas pour les fondamentalistes, est très largement préislamique : Carthage, bien entendu, mais aussi Rome ont laissé ici des traces indélébiles.

Comme à Mossoul ou à Ninive, il faut, aux yeux de certains, détruire ces pans de notre mémoire.

Un musée est aussi, par définition, un lieu qui attire les touristes. En tuer le maximum était manifestement le but des assassins qui savent que, le tourisme étant l'une des principales ressources du pays, l'attaquer c'est miner la stabilité. Or les hôtels tunisiens peinaient déjà à maintenir une activité très réduite. Gageons que, dans les mois à venir, ils seront vides.

Enfin, attaquer en plein cœur de la capitale et sous les fenêtres du Parlement où se discutait, au même moment, un projet de loi antiterroriste, c'est évidemment défier l'Etat.

Or de tous les pays qui ont été frappés par le soi-disant « Printemps arabe », il y a quatre ans, la Tunisie est le seul à avoir sorti son épingle du jeu. La Libye est livrée – merci la France ! – à un chaos indescriptible. En Egypte, le Président Sissi, dont la seule qualité est de mener une guerre sans merci au terrorisme, n'a rien à envier à Hosni Moubarak. Quand à la Syrie, inutile de s'étendre sur la tragédie que vit ce pays.

Rien de tel en Tunisie : la transition y a été houleuse certes et, comme les Frères musulmans au Caire, les islamistes d'Ennahda ont largement démontré qu'ils étaient plus aptes à vider les caisses de l'Etat qu'à les remplir, mais le pays s'est repris ; il s'est doté d'une constitution libérale et les dernières élections ont porté au pouvoir une coalition largement dominée par le courant moderniste et anti-islamiste.

C'est tout cela qui a été mis en cause le 18 mars.

Est-ce une surprise ? Non. Car le point noir du pays, c'est bien l'adhésion d'une frange minoritaire mais assez large de la jeunesse au salafisme et au djihadisme : entre 2000 et 3000 Tunisiens sont présents dans les rangs de l'Etat islamique en Syrie et en Irak (ce qui fait de Tunis le principal pourvoyeur de volontaires pour le « califat ») et quelques centaines d'autres, sans doute, sont en Libye dans les rangs de l'une ou l'autre organisation radicale.

Dans le pays même, les réseaux salafistes sont bien implantés et, depuis deux ans, les monts Chaambi, proches de l'Algérie, au nord-ouest, abritent des maquis de la *Khatiba Okba Ibn Nafia* (une branche d'al-Qaïda au Maghreb Islamique). De véritables opérations de guerre – impliquant bombardements, opérations hélicoptérées, ratissages ... - n'ont pas permis de venir à bout de ces maquis ni même de les réduire, et les forces de sécurité ont payé un très lourd tribut en tentant de reprendre le contrôle du Djebel Chaambi.

Le 4 mars dernier, la *Khatiba* avait appelé à « tuer des étrangers ». Est-ce elle qui a frappé le 18 mars ? L'ESISC a en tout cas trouvé, quelques heures après l'attentat, un « tweet » émis par un compte connu pour être lié à cette organisation qui allait dans ce sens. Mais d'autres hypothèses restent ouvertes, comme par exemple l'œuvre de réseaux proches de l'Etat islamique.

Peu importe : *al-Qaïda* « old fashion » ou Etat islamique « post moderne », ce ne sont que deux des multiples faces du dé de la haine et de la terreur. Un dé qui roule sans désemparer de Raqqa à Bruxelles, de Mossoul à Paris, de Copenhague à la Libye et du Canada ou de l'Australie à Tunis.

Face à cette adversité, deux certitudes. D'abord, quelles que soient notre religion et notre culture, nous sommes tous confrontés au même ennemi : le terrorisme islamiste est une guerre contre la civilisation et ses valeurs les plus essentielles. Ensuite, la Tunisie ne peut sortir seule de l'ornière. Nous lui devons notre aide, aide financière mais aussi sécuritaire. Parce qu'elle est victime de la terreur, comme nous l'avons été et le serons encore, parce que la société et les élites tunisiennes qui tentent, depuis quatre ans, de transformer leur pays le méritent et aussi parce que nous devons bien tenter quelque chose pour réparer la terrible situation de chaos que la désastreuse intervention voulue par la France en Libye a déclenché dans toute l'Afrique du Nord. C'est aussi ce chaos qui a provoqué le drame de Tunis...

Nous sommes tous Tunisiens !

© ESISC 2015